



RENDEZ-VOUS SALARIAL DU 8 JUILLET 2026

Aucune augmentation générale : le Gouvernement confirme le gel du point d'indice

Le 8 juillet 2026, le ministre de la Fonction publique a reçu les organisations syndicales à l'occasion du rendez-vous salarial annuel.

*Le constat est sans appel : **aucune revalorisation générale de la valeur du point d'indice n'est prévue.***

*Le ministre justifie cette décision en indiquant qu'une augmentation de **1 %** du point d'indice représenterait un coût de **2,4 milliards d'euros** pour les trois versants de la fonction publique et leurs **5,9 millions d'agents**.*

À la place, le Gouvernement annonce quelques mesures ciblées, dont les modalités restent à ce jour inconnues.

Des agents toujours plus sollicités... mais toujours moins reconnus

- une inflation qui a fortement réduit leur pouvoir d'achat ;
- des carrières insuffisamment revalorisées ;
- une augmentation constante de la charge de travail ;
- des effectifs en diminution dans de nombreux services.

Les agents du ministère du Travail, de l'Emploi et des Solidarités n'échappent pas à cette réalité. Ils assurent chaque jour des missions essentielles au service des citoyens, souvent dans des conditions de plus en plus difficiles.

Ils méritent une véritable reconnaissance.

L'ensemble des organisations syndicales quittent la séance

Face à l'absence de réponse à l'urgence salariale, **toutes les organisations syndicales présentes ont décidé de quitter la réunion.**

Ce départ collectif traduit un constat partagé : les annonces gouvernementales ne sont pas à la hauteur des attentes légitimes des agents.

Une intersyndicale est en cours de constitution et un texte commun devrait être publié prochainement.

LES REVENDICATIONS DE L'UNSA

- une véritable reconnaissance des qualifications et de l'engagement des personnels ;
- Revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice.
- Mesures générales bénéficiant à l'ensemble des agents.

MOBILISATION NATIONALE PRÉVUE LE 29 SEPTEMBRE

L'UNSA Fonction publique appelle à une **journée de mobilisation le 29 septembre 2026**.

Parce que sans reconnaissance salariale, il ne peut y avoir d'attractivité durable de la Fonction publique.

Parce que les agents ne peuvent plus être les variables d'ajustement des finances publiques.

Parce que notre engagement mérite une rémunération à la hauteur des missions exercées.

UNSA ITEFA

Au service des agents du ministère du Travail, de l'Emploi et des Solidarités.